



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°20 – du 26 mai au 1^{er} juin 2023

En bref

- Selon le [Financial Times](#), le gouvernement réfléchit à l'introduction d'un « prix plafond volontaire » sur les produits alimentaires de base, indiquant travailler avec les distributeurs de « façon constructive ». Cette proposition ne fait toutefois pas consensus au sein du parti conservateur.

- Dans le cadre de son programme de soutien à la construction (*pro-building agenda*), le parti *Labour* [prévoit](#) de permettre aux autorités locales anglaises d'acquérir à moindre coût des terrains, afin d'y construire des habitations. Il est proposé que les autorités

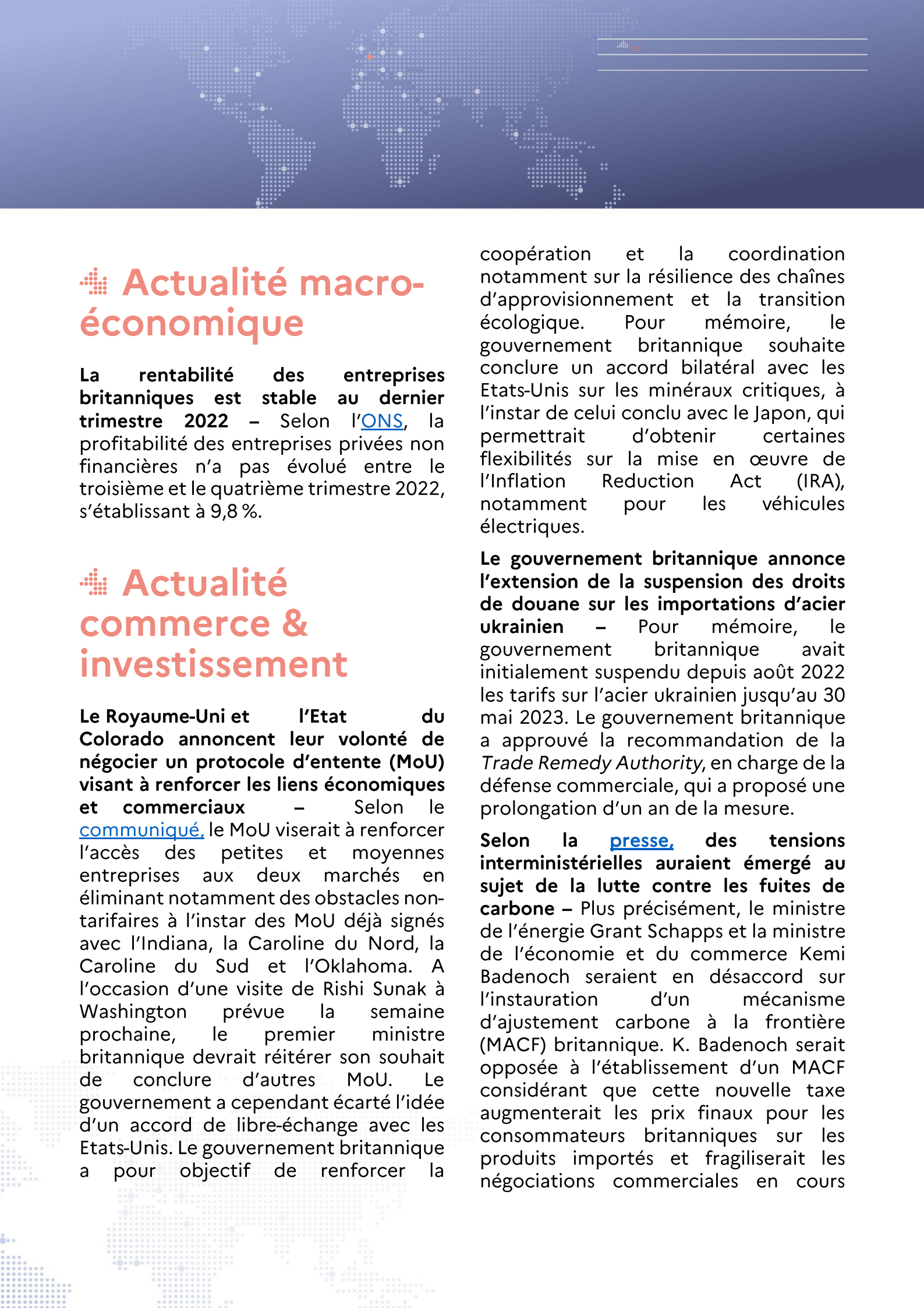
LE CHIFFRE À RETENIR

47,1

L'indicateur PMI du secteur manufacturier en mai, en léger recul sur un mois (-0,7)

n'aient plus à prendre en compte l'augmentation de la valeur du terrain agricole, multipliée par 275 en moyenne, du fait de sa transformation en terrain constructible selon une étude du think-tank *Centre for progressive policy*.

- Les Britanniques ont [investi](#) environ 9,6Mds£ dans des comptes ISAS (pendant britannique des Plan d'Épargne en Actions) en avril 2023, établissant un record mensuel.



❖ Actualité macro-économique

La rentabilité des entreprises britanniques est stable au dernier trimestre 2022 – Selon l'[ONS](#), la profitabilité des entreprises privées non financières n'a pas évolué entre le troisième et le quatrième trimestre 2022, s'établissant à 9,8 %.

❖ Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni et l'Etat du Colorado annoncent leur volonté de négocier un protocole d'entente (MoU) visant à renforcer les liens économiques et commerciaux – Selon le [communiqué](#), le MoU viserait à renforcer l'accès des petites et moyennes entreprises aux deux marchés en éliminant notamment des obstacles non-tarifaires à l'instar des MoU déjà signés avec l'Indiana, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud et l'Oklahoma. A l'occasion d'une visite de Rishi Sunak à Washington prévue la semaine prochaine, le premier ministre britannique devrait réitérer son souhait de conclure d'autres MoU. Le gouvernement a cependant écarté l'idée d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Le gouvernement britannique a pour objectif de renforcer la

coopération et la coordination notamment sur la résilience des chaînes d'approvisionnement et la transition écologique. Pour mémoire, le gouvernement britannique souhaite conclure un accord bilatéral avec les Etats-Unis sur les minéraux critiques, à l'instar de celui conclu avec le Japon, qui permettrait d'obtenir certaines flexibilités sur la mise en œuvre de l'Inflation Reduction Act (IRA), notamment pour les véhicules électriques.

Le gouvernement britannique annonce l'extension de la suspension des droits de douane sur les importations d'acier ukrainien – Pour mémoire, le gouvernement britannique avait initialement suspendu depuis août 2022 les tarifs sur l'acier ukrainien jusqu'au 30 mai 2023. Le gouvernement britannique a approuvé la recommandation de la *Trade Remedy Authority*, en charge de la défense commerciale, qui a proposé une prolongation d'un an de la mesure.

Selon la [presse](#), des tensions interministérielles auraient émergé au sujet de la lutte contre les fuites de carbone – Plus précisément, le ministre de l'énergie Grant Schapps et la ministre de l'économie et du commerce Kemi Badenoch seraient en désaccord sur l'instauration d'un mécanisme d'ajustement carbone à la frontière (MACF) britannique. K. Badenoch serait opposée à l'établissement d'un MACF considérant que cette nouvelle taxe augmenterait les prix finaux pour les consommateurs britanniques sur les produits importés et fragiliserait les négociations commerciales en cours

avec l'Inde. Pour rappel, le gouvernement britannique avait lancé une consultation exploratoire sur les solutions pour lutter contre les risques de fuites de carbone fin mars ; celle-ci est ouverte jusqu'au 22 juin prochain.

Le ministre des affaires étrangères James Cleverly veut accroître les liens diplomatiques et économiques avec les pays d'Amérique centrale et du Sud – En visite dans plusieurs pays, le ministre a appelé à renforcer ces liens, notamment en s'appuyant sur la récente adhésion britannique à l'accord transpacifique (CPTPP), dont le Mexique, le Pérou et le Chili sont membres (par ailleurs, le Costa Rica, l'Équateur et l'Uruguay ont déposé leur demande d'adhésion).

La UK Trade and Business Commission, co-présidée par le député travailliste Hilary Benn et le dirigeant de Virgin Group Peter Norris, publie un [rapport](#) listant des recommandations sur le futur de la politique commerciale britannique – Parmi les recommandations, la commission met en avant les bénéfices d'un alignement réglementaire avec l'UE sur certains domaines (notamment sur les mesures sanitaires et phytosanitaires). Le rapport préconise, à cet égard, l'établissement d'un nouveau forum de coopération réglementaire dans le cadre de l'accord de commerce et coopération. En outre, le rapport invite les autorités publiques à faciliter le mouvement des personnes en révisant le système britannique de visas, notamment avec le *youth mobility scheme*, les visas pour les travailleurs dans les industries créatives et les visas pour les travailleurs temporaires. Par

ailleurs, le rapport préconise une réforme du *UK Board of Trade* qui aurait pour objectif de mesurer la performance des actions gouvernementales sur le plan commercial (à l'instar de l'*Office for Budget Responsibility*, autorité indépendante qui a pour mission d'évaluer les finances publiques).

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Le gouvernement envisage [d'élargir](#) le mandat du Pension Protection Fund (PPF), en charge de l'indemnisation des épargnants en cas de faillite – Actuellement, le PPF intervient uniquement lorsque les employeurs font faillite et ne peuvent pas remplir leurs engagements envers les retraités. Les propositions en cours d'examen élargiraient le mandat du PPF pour lui permettre d'absorber des régimes de retraite en difficultés (mais non défaillants) aux fins d'en réorienter la stratégie d'allocation vers les start-ups et les entreprises en croissance. Ainsi, les régimes de retraite à prestations définies plus petits et moins performants pourraient choisir d'être repris par le PPF. Ces propositions nécessiteraient cependant une législation primaire. Cette réforme fait partie des efforts du gouvernement pour encourager les investissements des fonds de pension dans les entreprises britanniques et

soutenir la transition vers une économie verte.

Selon un rapport du cabinet d'avocats Mcfarlanes, un [groupe](#) des 255 principaux acteurs du capital-investissement au Royaume-Uni a gagné 2,7Mds£ en intérêts différés (« carried interest ») durant l'année 2020-2021 – Cette somme représente environ 80% de tous les intérêts différés réalisés au cours de cette année. Pour rappel, les *carried interest* sont une part importante de la rémunération des cadres du capital-investissement, et consiste en une part des montants des transactions réussies. Au Royaume-Uni, ils sont actuellement taxés comme des gains en capital, avec un taux de 28%, plutôt que comme des revenus soumis au taux d'imposition maximal de 45%. En cas de victoire aux prochaines élections, le parti travailliste britannique envisage d'augmenter les impôts sur l'industrie du capital-investissement en les traitant comme un revenu du travail.

Selon le [FT](#), la *Financial Conduct Authority* (FCA) du Royaume-Uni enquête sur le marché des prêts durables, suite à des préoccupations croissantes de « green washing » – Le régulateur interroge les banquiers et les emprunteurs sur les prêts dits « verts » qui récompensent les emprunteurs par des taux d'intérêt bonifiés, mais qui n'ont pas un impact environnemental significatif. A contrario, les emprunteurs sont sanctionnés par des taux d'intérêt plus élevés s'ils ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs. Le régulateur

envisage de mettre en place un code de conduite volontaire pour établir les meilleures pratiques en matière de conception de prêts verts. Cette enquête fait suite aux préoccupations croissantes de l'industrie concernant le "greenwashing", où les banques exagèrent leur impact social et environnemental positif pour améliorer leur réputation. En 2022, le Royaume-Uni a émis des prêts dites « durables » pour des montants de l'ordre de 29,2Mds contre 34,7Mds£ en 2021. L'objectif de la FCA est de promouvoir des normes et une transparence plus élevées pour éviter le *greenwashing* et veiller à ce que les objectifs environnementaux soient réellement atteints.

La Banque d'Angleterre (BoE) a [publié](#) les statistiques mensuelles d'avril 2023 des émissions de capitaux britanniques – Ces statistiques s'intéressent aux émissions d'obligations (non gouvernementales), de billets de trésorerie et d'actions sur le marché primaire. Les émissions brutes de capitaux par les résidents du Royaume-Uni se sont élevées à 48,3 Mds£ en avril, contre 65,9 Mds£ en mars et 51 Mds£ en moyenne au cours des six derniers mois. Les émissions nettes (émissions brutes moins les rachats, repaiements, etc.) ont baissé de 6,6Mds£ en avril, contre une hausse de 7,8Mds£ en mars. La diminution la plus importante, selon la BoE, est celles des émissions obligataires qui ont chuté de 6,8Mds£ en avril par rapport à une hausse de 12,3Mds£ en mars et une moyenne positive de 5,8Mds£ sur les six derniers mois, principalement du fait d'une baisse

d'émissions des Institutions financières monétaires.

2 Banques et assurances

La FCA [consulte](#) sur le renforcement des protections pour les emprunteurs en difficulté financière, en particulier pour le crédit à la consommation et les prêts immobiliers – La consultation propose des changements aux règles de la FCA pour mieux soutenir les clients en difficultés. Les propositions comprennent un soutien plus approprié des banques et entreprises aux clients en difficultés de paiement, une meilleure communication et fourniture d'informations, ainsi que des mesures d'assouplissement adaptées aux circonstances individuelles des clients. Des changements supplémentaires sont proposés, tels que des lignes directrices sur les frais de crédit à la consommation et des améliorations en matière de divulgation et d'enregistrement des appels téléphoniques pour les clients en défaut de paiement. La consultation est

ouverte aux commentaires jusqu'au 13 juillet 2023, et les nouvelles règles devraient entrer en vigueur au cours du premier semestre 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international